

La voix de l'opposition de gauche

Le 24 avril 2018

CAUSERIE

- [Causerie au format pdf \(pages\)](#)

L'Etat colonial français ou la politique de la canonnière et de la bétonneuse.

- Volonté de Macron de se maintenir en Syrie. - RT 23 avr. 2018

A la veille de son arrivée aux Etats-Unis pour une visite d'Etat de trois jours, Emmanuel Macron a de nouveau appelé les Occidentaux à rester en Syrie, dans une interview accordée à la chaîne d'information américaine Fox News.

Ce 23 avril, commentant l'affirmation du président français (du 15 avril) depuis la Chine, Sergueï Lavrov s'est interrogé sur les présupposés qui pouvaient la sous-tendre : «J'ai entendu que le président Macron avait appelé à maintenir des forces en Syrie, même lorsque le dernier terroriste serait tué ou expulsé du pays.» Le ministre russe a précisé que Moscou demanderait à Paris de clarifier cette affirmation, ajoutant : «C'est une posture coloniale.» RT 23 avr. 2018

- Lafarge travaillait pour les services secrets français en Syrie - Réseau Voltaire 23 avril 2018

L'enquête judiciaire française sur l'affaire Lafarge vient de mettre en lumière les liens très étroits entre le cimentier et les services secrets français en Syrie.

Alors qu'elle est chargée d'instruire une plainte d'anciens salariés de la multinationale contre leur employeur, la juge Charlotte Bilger étend progressivement ses investigations à l'activité du cimentier. De fil en aiguille, elle en est venue à s'interroger sur une éventuelle fourniture de ciment à Daesh.

Avant même l'ouverture de cette affaire à Paris, Thierry Meyssan avait révélé que Lafarge avait fourni environ 8 millions de mètres cubes de ciment à divers groupes jihadistes afin de construire un ensemble de fortifications et d'installations souterraines ; ce que le cimentier refuse de commenter. Il avait également révélé qu'Hillary Clinton avait été avocate et administratrice de la firme, ainsi que les services rendus par la multinationale à la CIA. Réseau Voltaire 23 avril 2018

« Lafarge : L'État français au centre de l'affaire », « L'usine syrienne, fournisseuse de l'ÉI ? », Ismaël Halissat et Willy Ledevin, Libération, 23 avril 2018.

Une fois l'épouvantail du terrorisme largement éventé, ils ressortent l'antisémitisme.

Quand l'extrême droite sioniste et raciste (antisémite) gouverne la France et Israël.

- "Manifeste contre le nouvel antisémitisme" : l'indignation de la Grande mosquée de Paris - M6info 23 avril 2018

Après le manifeste signé dimanche par plus de 300 personnalités dans Le Parisien (Drahi), le recteur de la Grande mosquée de Paris a dénoncé ce lundi un procès "injuste et délirant" contre les musulmans.

"Le procès injuste et délirant d'antisémitisme fait aux citoyens français de confession musulmane et à l'islam de France à travers cette tribune présente le risque patent de dresser les communautés religieuses entre elles", écrit le recteur de la mosquée, Dalil Boubakeur, dans un communiqué. M6info 23 avril 2018

Que voulez-vous, il faut bien qu'ils inventent des ennemis pour justifier leurs guerres et les dépenses qui les accompagnent, des boucs émissaires à destination des masses pour les détourner de Macron et son gouvernement, des institutions... Pour gouverner ou appliquer leur politique ultra réactionnaire ils peuvent s'appuyer sur leur créature immonde, Al-Qaïda et ses déclinaisons, la diabolisation et la xénophobie envers la Russie et Poutine, Maduro, Morales, etc. La haine, la violence aveugle, le communautarisme, l'individualisme effréné élevé au rang de valeur suprême, le règne de la terreur, la drogue, la pornographie et la prostitution, le chaos, autant de leviers pour que toutes les couches de la population s'affrontent entre elles... pendant que les affaires continuent. Jusqu'à quand ? Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

- La droite israélienne étrille Natalie Portman - liberation.fr 23 avril 2018

Sur le papier, c'était le choix le plus consensuel imaginable. Oscarisée, binationale, diplômée de Harvard, les pieds en Amérique mais les racines en Israël, «libérale» dans le sens anglo-saxon du terme, sioniste bon teint à la pointe du combat féministe... Les organisateurs du prix Genesis pensaient être à l'abri de la controverse. Pour le jury de ce «prix Nobel juif» (terme un brin abusif : Michael Douglas l'a reçu), fondé en 2012 par des philanthropes liés au gouvernement pour raviver les liens distendus entre la Terre sainte et des représentants exemplaires de la diaspora, la star de Black Swan était tout à la fois «une actrice aux grands accomplissements, une activiste dévouée aux causes sociales et un être humain formidable».

L'annonce, tombée en pleines cérémonies des 70 ans de l'Etat, a déclenché l'ire de l'ultrapatriotique ministre de la Culture, Miri Regev. L'icône serait ainsi tombée «comme un fruit mûr dans les mains du BDS [Boycott, désinvestissement, sanctions, ndlr]», ce mouvement international qui prône le boycott politique, économique et culturel d'Israël. Une accusation synonyme de haute trahison. Jamais en reste, le sulfureux député du Likoud Oren Hazan a demandé que la star hollywoodienne soit déchue de sa nationalité.

Au bout de vingt-quatre heures d'hystérie médiatique et politique, Natalie Portman a tenu à s'expliquer sur Instagram. Non, elle n'a pas rejoint le BDS. Elle aime toujours «la gastronomie, les livres, l'art et le cinéma» israéliens. Ce qu'elle boycotte, c'est le Premier ministre, Benyamin Nétanyahou, dit «Bibi», qui devait faire un discours lors de la cérémonie. «Le mauvais traitement de ceux qui souffrent des atrocités d'aujourd'hui n'est simplement pas en accord avec mes valeurs juives. Parce qu'Israël m'est cher, je dois m'opposer à la violence, à la corruption, aux inégalités et à l'abus de pouvoir.» Et d'ajouter : «Comme beaucoup d'Israéliens et de juifs dans le monde, je peux critiquer la direction israélienne sans pour autant vouloir boycotter l'ensemble du pays.»

Pour le quotidien de gauche Haaretz, Portman a inventé le «BibiDS». Pas de quoi calmer les nerfs de la coalition d'ultradroite au pouvoir, au contraire. Dimanche, Yuval Steinitz, ministre des Infrastructures intime de «Bibi», l'a accusée «d'avoir une relation à Israël proche de l'antisémitisme» et de «collaborer avec ceux qui nous haïssent». La même Natalie Portman qui, trois ans plus tôt, adaptait pour ses premiers pas derrière la caméra un roman d'Amos Oz décrivant la genèse douloureuse de l'Etat hébreu après l'Holocauste... Dans une laborieuse métaphore la renvoyant à son rôle dans Star Wars, Gilad Erdan, autre ministre estampillé Likoud, l'accuse d'avoir rejoint le côté obscur de la Force.

«Franchement, elle aurait pu être bien plus critique, parler de tirs à balles réelles sur des manifestants désarmés [à la frontière avec Gaza], remarque le réalisateur israélien Amos Gitaï, qui l'a fait tourner en 2005 dans Free Zone. Je pense que ça a dû être douloureux pour elle. On sent qu'elle a choisi ses mots, son communiqué est très mesuré. Mais je ne suis pas étonné par la violence de la réaction : ce gouvernement n'est pas rationnel, il tire à vue sans poser de question. Alors que le rôle de l'artiste, s'il tient à son pays, c'est d'avoir un rapport critique à celui-ci. Ou alors on fait des relations publiques...»

Ces dernières années, le septième art israélien s'est constitué en contre-pouvoir et est entré en guerre ouverte avec la ministre Miri Regev, décidée à mettre au pas ce «cinéma de gauchistes». Quitte à appeler - comble de l'ironie - au boycott de celui-ci, comme ce fut le cas lors du festival du film israélien à Paris le mois dernier. De fait, Israël a surinvesti dans ses exports les plus glamour : Portman donc, et Gal Gadot, la Wonder Woman de DC Comics (qui avait soutenu Tsahal sur Instagram lors de la guerre à Gaza en 2014). Pour la droite quasi hégémonique, le sentiment de trahison n'en est que plus grand. Gitaï se dit surpris du «retournement de veste» de l'opinion envers une personnalité aussi adulée. En soutien, le mouvement La Paix maintenant a lancé le slogan «I'm with her». Il n'y a cependant pas consensus dans l'opposition. Certains font remarquer que l'écrivain et virulent opposant David Grossman (lire Libération du 20 avril) a accepté sans se dédire de recevoir jeudi dernier le prix Israël des mains du leader des nationalistes-religieux, Naftali Bennett. Ce qui reste de la gauche israélienne réplique en citant la sénatrice Amidala dans Star Wars : «C'est donc comme ça que la liberté meurt... Sous les applaudissements.» liberation.fr 23 avril 2018

Dorénavant, quand on lit ou on entend "*la gauche*" avec ou sans guillemets, instantanément on est pris de spasmes nerveux, de profondes convulsions, la gorge se bloque, on a du mal à respirer, on suffoque littéralement, les tripes se nouent, une envie irrésistible de gerber vous prend accompagnée d'un terrible mal de crâne à vous cogner la tête contre les murs pour mettre fin à cet épouvantable cauchemar. Pour un peu on se croirait à Gaza !

Et dire que par faiblesse ou ignorance on a cautionné si longtemps cette arnaque, inconsciemment j'entends, pour faire comme les petits camarades... Heureusement qu'on s'est réveillé depuis déjà quelques années. Chacun se donne bonne conscience comme il peut, mais la mienne reste très agitée et n'atteindra sans doute jamais la sérénité, parce qu'il est trop tard à mon âge pour combler toutes mes lacunes ou réparer mes erreurs, mais l'intention ou la détermination demeure intacte.

Un dernier truc me passe par la tête. Quand on s'est arrêté au IVe congrès de l'Internationale communiste, donc avant que le stalinisme ne s'en empare, on aurait mieux fait de laisser ses conclusions où elles étaient au lieu de vouloir à tous prix les transposer à notre époque ou en faire un dogme, car à partir de là, cela ne pouvait pas se terminer autrement...

En complément. Le silence des médias-oligarques à valeur de consentement.

- Crachat, insultes : agressé à Tel-Aviv, Pascal Boniface dénonce le manque de réactions. - RT 23 avr. 2018

Le fondateur de l'IRIS Pascal Boniface s'est rendu en Israël à l'invitation du Consulat général et de l'Institut français de Jérusalem. A l'aéroport, il a été victime d'une agression, passée relativement inaperçue dans le paysage médiatique.

Pascal Boniface, essayiste et fondateur de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), notamment connu pour ses positions critiques à l'égard du gouvernement israélien, a été insulté et bousculé alors qu'il venait d'atterrir à l'aéroport Ben Gourion de Tel Aviv, le 16 avril.

Le chercheur se rendait en Israël à l'invitation du Consulat général de France et de l'institut français de Jérusalem pour participer à un cycle de trois conférences. Elles portaient sur la géopolitique du sport, les enjeux du conflit israélo-palestinien et les perspectives de paix.

Sur la vidéo, on peut voir Pascal Boniface se faire vilipender par plusieurs individus dans l'enceinte de l'aéroport de Tel Aviv. «Vas-y viens, viens, sors fils de p***», lui intiment plusieurs personnes près des portes de sortie de l'aéroport. Pascal Boniface demande alors où est la sécurité dans l'aéroport. «Y'a pas de sécurité pour ta gueule en**lé !», s'entend-il répondre.

Un homme le suit, continue à l'insulter violemment puis le bouscule pour le forcer à sortir de l'aérogare, avant de lui cracher dessus.

Pascal Boniface se désole de la faible ampleur des réactions politiques et médiatiques

Si la vidéo de l'incident a circulé sur les réseaux sociaux, l'incident est passé relativement inaperçu dans le paysage médiatique français. «J'imagine que si un intellectuel français venant dans un pays du Maghreb avait été agressé par des doubles nationaux parce que ses opinions sur le Proche-Orient déplaisent les réactions politiques et médiatiques auraient été d'une autre ampleur», a commenté Pascal Boniface le 23 avril sur Twitter.

Le Consul général de France à Jérusalem a pour sa part condamné l'incident par voie de communiqué. Pierre Cochard a ainsi dénoncé une agression «inadmissible [...] bien sûr indissociable des messages souvent haineux diffusés contre le directeur de l'Institut des relations internationales et stratégiques et contre le Consulat général après l'annonce de ces conférences». (Il ne pouvait faire moins. - LVOG)

Taxé à plusieurs reprises d'antisémitisme durant sa carrière, notamment après la diffusion d'une note interne du PS (dont il faisait alors partie) de 2001 dans laquelle il estimait que le parti devait se défaire de son tropisme pro-israélien, Pascal Boniface a récemment publié le livre Antisémite (Max Milo, 2017). Dans cet ouvrage, il se défend de tout antisémitisme et rappelle notamment que «critiquer l'exécutif israélien, ce n'est pas être antisémite».

Refusant l'amalgame entre la population juive et l'Etat d'Israël, il y souligne par ailleurs que ses positions critiques à l'égard de la politique menée par l'Etat hébreu ne sont pas en contradiction avec la lutte contre l'antisémitisme. RT 23 avr. 2018

En publiant cet article on soutient monsieur Pascal Boniface. Mais ce qu'on n'arrive pas à comprendre, et cela ne vaut pas seulement pour lui, c'est pourquoi il a adhéré un jour à un parti aussi pourri que le PS, ne savait-il pas où ils mettaient les pieds ? Bon, il a rompu avec le PS, ce qui est honorable, et comme maintenant il est inorganisé ou seul et sans défense, il est devenu une proie facile pour les sionistes fanatiques.

Un dernier truc me vient à l'esprit.

On ne lui en veut pas d'être passé par le PS, car peut-être s'était-il dit qu'il n'avait pas vraiment le choix, puisqu'aucun autre parti ne tenait un discours cohérent ou sérieux en direction des intellectuels, vous voyez, je suis pas borné ou j'ai l'esprit large comme l'on dit, en fait quand j'ai dit que je ne comprenais pas pourquoi il avait rejoint le PS, en réalité j'avais ma petite idée, mais je ne voulais pas vous l'imposer.

Un cas d'école. Quand la droite renverse la droite, c'est renversant !

Arménie. Quand la droite remporte un "triomphe populaire".

- Arménie: après le triomphe populaire, un nouveau gouvernement à trouver - AFP 24 avril 2018

De la part de l'Agence Française de Propagande porte-parole de la réaction néolibérale extrémiste, vous ne trouvez pas un peu suspect son soudain engouement pour un "triomphe populaire" ?

Un "triomphe populaire" partagé par l'ensemble des médias-oligarques :

- Arménie: Nikol Pachinian, le chef de la contestation, interpellé - www.lefigaro.fr
- Arménie: le chef de l'opposition Nikol Pachinian arrêté - Le Point www.lepoint.fr
- Arménie: le chef de l'opposition Nikol Pachinian arrêté - La Croix <https://www.la-croix.com>
- Arménie : le chef de la contestation et des centaines de manifestants ... - www.lemonde.fr/.../
- Arménie: le chef de l'opposition Nikol Pachinian arrêté - Libération www.liberation.fr
- Arménie: le chef de l'opposition Nikol Pachinian arrêté - Challenges.fr <https://www.challenges.fr>

En réalité l'Arménie est en proie à une grave crise économique, sociale et politique comme de très nombreux pays dans le monde, le gouvernement et sa politique sont rejetés par une part croissante de travailleurs et jeunes, en conséquence de quoi la classe dominante se devait de canaliser cette contestation et de remplacer le Parti républicain d'Arménie qu'elle avait porté au pouvoir dans les années 90 par son supplétif, une coalition de 13 partis, le Congrès national arménien.

Pour camoufler ce qu'il y a lieu d'appeler une escroquerie politique, les médias se sont empressés de faire croire que cette coalition incarnerait les intérêts du peuple arménien, alors qu'en réalité son programme lui est également dicté par Bruxelles. Le parti au pouvoir ne pouvant pas aller plus loin dans l'application de réformes tournées contre les travailleurs et la jeunesse arménienne, l'oligarchie a décidé de le remplacer par son supplétif.

En Arménie comme dans un grand nombre de pays où le mouvement ouvrier est faible ou quasiment inexistant ou complètement dégénéré, qui n'ont pas hérité d'une solide tradition de la lutte de classe, ce sont des partis officiellement étiquetés de droite qui se relaient au pouvoir, ils sont représentés par des oligarques, des hommes d'affaires, d'obscures membres des élites intellectuelles, démagogues ou populistes au possible, ils manipulent les masses en prétendant défendre les intérêts de la nation et de l'ensemble des citoyens.

En France ou dans les pays occidentaux, c'est le même scénario qui se produit à la différence près, qu'ils ont hérité d'une solide tradition de la lutte de classe qui les a contraint à attribuer à ces partis des étiquettes différentes, de droite et de gauche, alors qu'en réalité ils partagent le même programme antisocial qu'ils appliquent une fois qu'ils sont au pouvoir ou qu'ils soutiennent quand ils sont dans l'opposition parlementaire.

C'est leur origine différente qui a servi de support à cette supercherie politique à laquelle ont participé tous les partis du mouvement ouvrier, y compris l'intégralité de ce qu'on appelait autrefois l'avant-garde, supercherie politique qui a été entretenue pendant près d'un siècle pour finalement en arriver à la situation que nous connaissons aujourd'hui, où l'étiquette de gauche du parti officieux de l'ordre (le PS) s'est volatilisée au profit d'un parti ouvertement de droite, LREM, de sorte qu'il n'existe plus en France de parti institutionnel classé à gauche dans lequel se reconnaissaient une partie des intellectuels et des classes moyennes, ainsi que les couches supérieures de la classe ouvrière, tout comme en Arménie, en Inde, etc. Et ce n'est pas demain la veille que l'épouvantail de LFI prendra la relève ou constituera une menace pour le régime avec sa "révolution citoyenne" ou "par les urnes", discours repris par tous les partis de droite candidats à une révolution de palais.

La situation politique en France étant plus complexe que dans de nombreux pays, ils peinent à remettre en selle LR, l'ex-parti officiel de l'ordre qui a implosé comme le PS lors des dernières élections, dorénavant supplanté par le parti de Macron, LREM, gardant sous le feu en réserve le FN et ses satellites (Les Patriotes) auxquels ils attribuent gracieusement des intentions populaires, populistes en réalité, de manière à ce que finalement aucun parti ne puisse concurrencer ou menacer sérieusement le parti de facto de la nouvelle monarchie absolue qui gouverne depuis un an. Ils jouent donc à fond la carte de la division de leurs adversaires pour qu'ils demeurent minoritaires, au lieu de celle de l'alternance entre partis de droite, en s'appuyant sur les élites corrompues, les couches supérieures des différentes classes qui ne représentent pas plus de 15 à 25% du corps électoral.

Ce scénario peut encore évoluer, car il est très fragile et instable. Mais on ne voit pas comment, puisque LR et le PS soutiennent Macron et LREM minoritaire dans le pays. Pour le moment, pour tenter de restaurer le vernis démocratique des institutions ou donner l'illusion qu'on ne serait pas en présence d'un régime totalitaire, c'est LFI qui leur sert de caution et qui se prête volontiers à ce jeu sordide. Comment ? En se présentant comme les seuls véritables opposants au gouvernement, tandis que des sondages sont aimablement fabriqués par des officines acquises au régime pour le faire croire aux travailleurs, de sorte que toute opposition indépendante est étouffée ou disparaît, n'a pas d'existence, laissant ainsi le champ libre à la réaction.

Un jour ils rendent hommage à l'esprit de responsabilité de Mélenchon, et un autre il le diabolise, rien ne les arrête. Il faut donc distinguer ces différents traitements en relation avec l'évolution de la situation sociale, tout en tenant compte de l'agenda constitutionnel, des périodes électorales, pour comprendre pourquoi ils changent régulièrement de discours. Mélenchon prétend le savoir et se servir des tribunes qu'ils lui accordent généreusement pour les manipuler, alors qu'en réalité il ne fait que participer consciemment à une supercherie politique, car jamais dans le passé il n'a affronté le régime et ce n'est pas demain la veille qu'il changera.

La réaction n'a donc rien à craindre de ce côté-là, car à tout moment elle peut ressortir les contradictions de LFI pour semer le doute dans la tête de ses partisans et les diviser, l'affaiblir, tout est une question d'opportunité. A suivre.

Qui est Serge Sarkissian, le Premier ministre démissionnaire ?

(Source : Wikipédia)

Serge Sarkissian appartient au Parti républicain d'Arménie (HHK) qui fait partie du groupe des Conservateurs européens (GCE) au Conseil de l'Europe, anciennement Groupe démocrate européen (GDE) est un groupe parlementaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe composé de 61 membres et qui comprend pour l'essentiel des partis conservateurs ou de droite, comme le parti conservateur (Royaume-Uni)...

Qui est Nikol Pachinian, le leader de "l'opposition" ?

Nikol Pachinian, leader du Congrès national arménien, une coalition de treize partis politiques en Arménie, présidée par l'ancien président arménien Levon Ter-Petrossian. Elle est située dans l'opposition et compte, pour la législature 2012-2017, 7 députés à l'Assemblée nationale de la République d'Arménie. Il est membre du parti de l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (ALDE).

L'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe est un parti politique européen centriste et libéral qui a pris ce nom en novembre 2012 du groupe parlementaire homonyme. Son ancien nom était Parti européen des démocrates, libéraux et réformateurs (ELDR).

Il rassemble actuellement 58 partis libéraux-démocrates des États membres de l'Union européenne, y compris des nouveaux adhérents et du sud-est de l'Europe. Près d'un tiers de ses partis sont au gouvernement dans leur pays. L'ALDE est le deuxième parti le plus représenté au Conseil européen avec huit chefs d'État et de gouvernement, soit 28,57% des membres. L'ALDE compte 5 commissaires sur les 28 membres de la Commission Juncker. Il y est le troisième parti politique représenté, derrière le PPE et le PSE. Au Comité européen des régions, le groupe de l'ALDE compte 45 membres sur 350. L'ALDE possède un groupe de 70 membres à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Un autre cas d'école. Quand un ex-guérilleros est devenu agent du FMI.

- Les Nicaraguayens manifestent contre le pouvoir, malgré l'abandon de la réforme contestée - AFP 24 avril 2018

Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté lundi à Managua, la capitale du Nicaragua, pour dénoncer la récente répression du mouvement de colère contre le projet de réforme des retraites, qui a fait 27 morts, en dépit de son retrait par le président Daniel Ortega.

Brandissant des milliers de drapeaux blancs et bleus, aux couleurs du pays, salariés, étudiants, paysans et entrepreneurs ont défilé dans les rues de la capitale à l'occasion d'une "Marche pour la paix et le dialogue".

La manifestation avait été organisée à l'appel de l'organisation patronale COSEP - pourtant alliée du président Daniel Ortega depuis son arrivée au pouvoir il y a 11 ans.

L'appel à manifester avait été maintenu, bien que le chef de l'Etat eût annoncé dimanche qu'il retirait sa réforme des retraites. Celle-ci prévoyait d'une part d'augmenter les contributions sociales des salariés et des employeurs afin de réduire le déficit de la Sécurité sociale, et d'autre part de réduire de 5% le montant des pensions, sur recommandation du Fonds monétaire international (FMI).

La vice-présidente Rosario Murillo - qui est également l'épouse du président - avait annoncé un peu plus tôt lundi que les manifestants arrêtés ces derniers jours seraient libérés, sur demande de l'archevêque de Managua Leopoldo Brenes, "afin d'établir les bases du dialogue".

Le projet de réforme des retraites avait déclenché mercredi dernier une révolte des étudiants qui s'est rapidement propagée au reste de la population.

La persistance de la colère reflète un mécontentement plus général de la population, excédée par la détérioration de ses conditions de vie et par un gouvernement accusé de corruption.

Pour l'étudiant Clifford Ramirez il n'y a plus de retour en arrière possible: "Nous ne pouvons plus accepter ce gouvernement, nous manifestons pour que le couple Ortega-Murillo quitte le pouvoir".

Daniel Ortega, le "Comandante" de 72 ans, l'un des chefs de la guérilla ayant mené la révolution sandiniste en 1979, en est déjà à son quatrième mandat, au côté de sa femme, poétesse excentrique de 66 ans.

"Les manifestations (...) sont contre un gouvernement qui nie la liberté d'expression, la liberté de la presse et celle de manifester pacifiquement", a déclaré à l'AFP Clifford Ramirez, étudiant en sciences politiques de 26 ans qui faisait partie des premiers à manifester.

Le président Ortega a dénoncé la violence des manifestants, les comparant à des gangs criminels. Mais les Etats-Unis, l'Union européenne et le pape François ont surtout critiqué la force excessive utilisée par la police.

Par précaution, Washington a ordonné lundi l'évacuation du personnel de son ambassade à Managua, ainsi que de leurs familles.

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a appelé lundi les autorités de Managua "à assurer la protection des droits de l'Homme pour tous les citoyens, notamment ceux de pouvoir se rassembler pacifiquement et de la liberté d'expression", et a dit son "soutien aux appels au dialogue".

De leur côté la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) et le Centre nicaraguayen des droits de l'homme (Cenidh) ont exigé des autorités qu'elles cessent "immédiatement l'attaque brutale contre les manifestants et la population civile".

"Je ne vois les conditions pour aucun dialogue avec le gouvernement du Nicaragua", a estimé sur Twitter l'évêque adjoint de Managua, Silvio Baez.

"Il faut arrêter la répression, libérer les jeunes incarcérés, rétablir la transmission du Canal 100% Noticias (actuellement censuré, ndlr) et discuter de la démocratisation du pays avec tous les secteurs", a-t-il ajouté. AFP 24 avril 2018

Les Etats-Unis, l'Union européenne, le pape, un évêque, les ONG droitdelhommistes, le patronat, qui tous hier soutenaient Ortega tiennent dorénavant tous le même discours contre lui, mais sans citer un seul candidat pour le remplacer, peut-être parce qu'ils n'ont pas encore eu le temps de le fabriquer, je l'ignore.

Avec l'ex-guérilleros devenu agent du FMI, on est en présence d'une variante du populisme de gauche.

Oui, vous êtes en droit de vous dire, que les dirigeants qui se prétendent de gauche ou d'extrême gauche sans que leurs convictions reposent sur les bases théoriques du socialisme, sont décidément aptes à vendre leur âme aux plus offrants, ce qui en fait des gens sans principe ni scrupule ni morale pour le moins répugnants et sordides, ce qui permet de comprendre pourquoi c'est la droite qui gouverne...

En conclusion, il en ira ainsi tant qu'une véritable gauche ou extrême gauche n'aura pas été reconstruite. La tâche s'annonce colossale. Parviendrons-nous à la mener à bien ? C'est bien mal parti, hélas!

ACTUALITE EN TITRES

Ou comment de minoritaires et illégitimes, ils deviennent majoritaires. La fabrique du consentement à l'oeuvre...

- Sondage : 59% des Français favorables à l'intervention des forces de l'ordre dans les universités Publicsenat.fr

Vers l'affrontement général ?

- Vélib en grève - Liberation.fr 24 avril 2018

A Paris, Smovengo et son nouveau Vélib s'enlisent toujours plus dans la grève, suivie par une soixantaine de salariés (soit 85 % des agents d'après leurs représentants) qui réclament de meilleures conditions de travail. Le mouvement qui touche le prestataire de vélos en libre-service dure depuis près d'une semaine. Liberation.fr 24 avril 2018

Ils osent tout. Dans la rubrique *Leur humanisme est la politesse des salauds...*

- Geneviève de Fontenay entonne "L'Internationale" avec Florian Philippot contre Macron - Le HuffPost

- Accueil des réfugiés dans l'Union européenne - Liberation.fr

- Bruxelles pour la protection des lanceurs d'alerte - Liberation.fr

- Obama prononcera le discours de la Fondation Mandela en juillet - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Congrès de FO.

- Force ouvrière en congrès à Lille pour tourner la page Mailly - AFP 23 avril 2018

Force Ouvrière s'apprête à tourner la page Jean-Claude Mailly lors de son congrès qui s'ouvre lundi à Lille. Très contesté ces derniers mois par ses troupes, l'actuel secrétaire général du syndicat passera la main à Pascal Pavageau.

Après 14 ans à la tête de FO, Jean-Claude Mailly s'attend à un congrès mouvementé. Il est prévu qu'il s'exprime lundi, puis jeudi après des prises de parole de militants, qui risquent fort de revenir sur l'épisode des ordonnances travail.

Entre 3.000 et 4.000 personnes sont attendues au Grand Palais de Lille de lundi à vendredi.

Ont été conviés lundi la maire de Lille, Martine Aubry, ainsi que Xavier Bertrand, ex-ministre du Travail UMP et désormais président du conseil régional des Hauts-de-France, des invitations politiques rarissimes.

L'élection du nouveau secrétaire général, par le Parlement du syndicat (comité confédéral national, CNN), se déroulera vendredi.

Outre des prises de parole qui s'annoncent rudes, un des thermomètres du mécontentement sera le vote du rapport d'activité de l'actuel secrétaire général. Son score sera scruté.

"Compte tenu des difficultés de positionnement et de ligne cette année, et c'est un euphémisme, les militants attendent clairement une ligne", explique Pascal Pavageau, seul candidat à la succession.

Une partie des troupes FO ont en effet jugé trop conciliantes les positions de Jean-Claude Mailly sur les ordonnances Macron réformant le droit du travail, alors que FO avait défilé aux côtés de la CGT pour s'opposer à la loi El-Khomri un an plus tôt.

Jean-Claude Mailly a accepté la concertation avec le gouvernement et refusé de descendre dans la rue. Ce qui n'a pas empêché certaines fédérations -- par ailleurs très autonomes -- de manifester aux côtés de la CGT cet automne.

Il dit "ne rien regretter" de ses positions et laisse entendre également qu'à quelques mois d'un congrès, les remous sont un grand classique.

Pour lui succéder, Pascal Pavageau, un ingénieur en travaux publics de 49 ans est en piste depuis 2011. Il pronostique un congrès "hard rock", clin d'oeil appuyé au style de musique qu'il affectionne.

FO, qui a récemment fêté ses 70 ans, est le troisième syndicat en termes d'audience et a du chemin à rattraper concernant son implantation dans les entreprises. Il est en revanche premier dans la fonction publique d'État dont est issu M. Pavageau.

A 65 ans, Jean-Claude Mailly quittera, lui, la scène nationale et a récemment déclaré qu'il allait "prendre un mandat" au Comité économique et social européen. AFP 23 avril 2018

Pascal Pavageau succède a Jean-Claude Mailly à Force Ouvrière: le nouveau caillou dans la chaussure gauche du gouvernement - Le HuffPost 23.04

Sortie par la petite porte pour Jean-Claude Mailly. Secrétaire général de Force ouvrière depuis 14 ans, le dirigeant syndical et socialiste assumé, qui a connu et (parfois) bataillé avec quatre présidents de la République, tirera sa révérence à l'issue du congrès de FO qui s'ouvre ce lundi à Lille. Un pot de départ pas particulièrement festif au regard du bilan plus que contesté des dernières années de son mandat.

Une partie des troupes FO ont en effet jugé trop conciliantes les positions de leur numéro un sur les ordonnances Macron réformant le droit du travail, alors que FO avait défilé aux côtés de la CGT pour s'opposer à la loi El-Khomri un an plus tôt. Encore aujourd'hui, en plein bras de fer sur la réforme des retraites, Jean-Claude Mailly se montre beaucoup moins incisif que son homologue de la CGT et ne rate pas une occasion de dire du mal de Jean-Luc Mélenchon.

Pourquoi une telle complaisance? Les mauvaises langues syndicales le soupçonnent de négocier en coulisses avec le gouvernement un parachutage à une fonction confortable. "Mystère", répond diplomatiquement celui qui a la lourde tâche de lui succéder. A 49 ans, Pascal Pavageau, adepte d'une ligne beaucoup plus dure, sera élu le 27 avril prochain à la tête de FO. Et s'il épargne son prédécesseur, il ne cache pas son souhait de faire le ménage.

S'affichant comme plus "direct" face à un exécutif qui est "une bête de com", Pascal Pavageau a déjà commencé à marquer le changement de cap. "Compte tenu des difficultés de positionnement et de ligne cette année, et c'est un euphémisme, les militants attendent clairement une ligne", assure cet ingénieur spécialisé dans l'environnement qui se présente en pacificateur, candidat "de la base" et "sans carte au PS", histoire de se démarquer un peu plus de son prédécesseur.

La ligne Pavageau qui se dessine, c'est celle du "combat collectif" contre la logique du "chacun pour soi" incarnée à ses yeux par le président de la République. "Il se fiche des syndicats!", taclant "Jupiter" qui ne "supporte pas les contrepoids" que sont les syndicats, la presse, ou les parlementaires...

Analyse qui n'annonce rien de bon pour l'exécutif, qui a pleinement bénéficié de la coopération de Jean-Claude Mailly. "C'est un grand leader syndical, et il a marqué le champ social en France, à la tête de FO, depuis 14 ans", a encore déclaré la ministre de Travail Muriel Pénicaud ce lundi sur

Europe1. Celle-ci se montre en revanche beaucoup plus prudente sur son successeur: "Il va prendre ses marques, on attend un peu de voir les positions qu'il va prendre".

Elle n'a pas tort. Le futur leader a qualifié d'"autoritarisme primaire", "quasi dictatorial" le fait que pour la réforme de la formation professionnelle, l'exécutif n'ait pas pris en compte le refus unanime des syndicats de transformer l'unité de mesure du compte personnel de formation (CPF), en euros plutôt qu'en heures.

S'agissant du prochain chantier social, lui aussi explosif, Pascal Pavageau, fin connaisseur de la fonction publique dont il est issu, a qualifié les discussions en cours de "bla-bla", "de haut niveau café du commerce". "Il faudra quand même qu'on nous explique comment on peut garder le principe collectif de répartition et de solidarité intergénérationnelle en passant à une retraite à points individuels", a-t-il dit, visiblement prêt à en découdre.

De quoi faire émerger une ébauche de "convergence des luttes" syndicales? Aujourd'hui réfractaire, FO pourrait changer de ligne après son congrès. Pascal Pavageau se dit ouvert à une "unité d'action".

Mais avant cela, le nouveau patron de FO devra panser les plaies d'un syndicat qui peine à se renouveler. Force Ouvrière, qui a récemment fêté ses 70 ans, est le troisième syndicat en termes d'audience et a du chemin à rattraper concernant son implantation dans les entreprises. Il est en revanche premier dans la fonction publique d'État.

"Contrairement à ce que pense Jupiter le monde n'a pas démarré en 2017", tranche Pascal Pavageau tout en promettant, lui aussi, de faire émerger un "nouveau monde" syndical. A ses côtés, une jeune garde, soit six nouvelles têtes sur 13, qui vont faire leur entrée au bureau confédéral. Il promet de rajeunir et de féminiser le syndicat, voulant même "faire sauter le plafond de verre" dans un paysage ultra-masculin. Il a aussi précisé qu'il "ne valide pas le chiffre de 500.000" adhérents inchangé depuis 2011 et devrait faire les comptes pour annoncer un chiffre "au plus tard à la fin de l'année". Le HuffPost 23.04

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Yémen

- Yémen : frappes de la coalition saoudienne sur un mariage, des dizaines de victimes - RT 23 avr. 2018

Le 22 avril, des dizaines de personnes participant à un mariage à Bani Qais, dans la province de Hajja, au nord-ouest de Sanaa, ont été tuées ou blessées dans des frappes attribuées par les rebelles à la coalition. Selon l'organisation Médecins sans frontières (MSF), ces raids sont « parmi les plus dévastateurs dans la région ces dernier mois ». RT 23 avr. 2018

ECONOMIE

Iran

- Contre l'embargo américain, l'Iran bannit le dollar de ses échanges commerciaux - RT 23 avr. 2018

Dans le cadre de sa démarche visant à réduire sa dépendance à l'égard de la devise étasunienne, Téhéran a annoncé que ses opérations de commerce extérieur seraient désormais libellées en euros et non plus en dollars.

Le gouverneur de la Banque centrale d'Iran (BCI), Valiollah Seif, cité par l'agence de presse Reuters le 18 avril, a déclaré que le guide suprême du pays, l'ayatollah Ali Khamenei, avait accueilli favorablement sa suggestion de remplacer le dollar par l'euro. «Le dollar n'a aujourd'hui plus sa place dans nos échanges commerciaux», avait-il expliqué auparavant.

Nicolas Dufourcq, directeur général de la banque publique d'investissements BPI France, avait déjà annoncé, en février que la France proposerait prochainement des mécanismes de crédits libellés en euros aux clients iraniens d'entreprises françaises pour mettre ces dernières à l'abri d'éventuelles sanctions américaines.

Selon Mehdi Kasraeipour, directeur des échanges internationaux et des politiques commerciale de la BCI, la part du dollar dans le commerce extérieur de l'Iran n'est de toute façon pas très élevée. Dans le cadre de l'embargo commercial américain contre l'Iran, les banques américaines n'ont en effet pas le droit de faire affaire avec la République islamique ou ses entreprises.

Le mois dernier, Téhéran a annoncé que les contrats d'importation libellés dans la devise étasunienne ne seraient plus autorisés. Cette mesure faisait suite à une demande officielle de la BCI vouée à limiter l'impact des fluctuations du cours du dollar.

La monnaie iranienne a perdu près de la moitié de sa valeur sur le marché libre depuis septembre 2017. Elle a atteint le niveau le plus bas à 60 000 rials pour un dollar jusqu'à ce que les autorités établissent un taux fixe à 42 000 rials et menacent de poursuites les Iraniens qui utiliseraient un autre cours. RT 23 avr. 2018

Turquie

- La Turquie attaque le dollar et rapatrie ses réserves d'or entreposées à la Fed - RT 20 avr. 2018

La Turquie a décidé de rapatrier ses réserves d'or qui sont stockées dans les coffres de la Réserve fédérale américaine. Une annonce faite alors que son président souhaite que les prêts internationaux soient libellés en or, et non plus en dollar.

Ankara, qui dispose de la 11e réserve mondiale d'or, a annoncé son intention de rapatrier 220 tonnes de son métal précieux qui sont à l'heure actuelle stockées dans les coffres de la Réserve fédérale américaine, selon le média turc Yeni Safak.

Une annonce qui intervient alors que le président turc Recep Tayyip Erdogan s'en est publiquement pris au dollar, monnaie dans laquelle les prêts internationaux sont libellés. «Pourquoi devrions-nous faire tous nos prêts en dollars ? Utilisons une autre monnaie. Je propose que les prêts soient réalisés en se basant sur l'or», a ainsi suggéré le président turc lors d'un discours à Istanbul, le 16 avril.

Une prise de position forte qui s'explique par la dégringolade de la livre turque vis-à-vis de la monnaie américaine ses dernières années : fin 2013 un dollar valait deux livres, alors qu'aujourd'hui un dollar en vaut quatre. «Avec le dollar, le monde est toujours sous la pression des taux change», a fait valoir le président turc, soutenant que le métal précieux permettrait d'éviter ces problèmes : «L'or n'a jamais été un outil d'oppression à travers l'histoire.»

Depuis 2012, plusieurs pays ont décidé de rapatrier leurs réserves d'or entreposées jusqu'à présent dans les coffres de la Réserve fédérale. La vague a commencé en 2012, lorsque le Venezuela a annoncé le retour de ses 160 tonnes d'or placées aux Etats-Unis. L'Allemagne lui a emboîté le pas. Elle a rapatrié 300 tonnes entre 2013 et 2016, avant d'être imitée par les Pays-Bas, qui en ont récupéré 122,5 tonnes. RT 20 avr. 2018